



Avenue du Grand Champsec 13, 1950 Sion-CH

E-mail: ecolealbanaise@hotmail.com

Les Albanais dans le paysage politico-culturel des Balkans

De tous les petits états européens
l'Albanie est le plus universellement
ignoré

Présenté par: Fatmira Ahmetaj

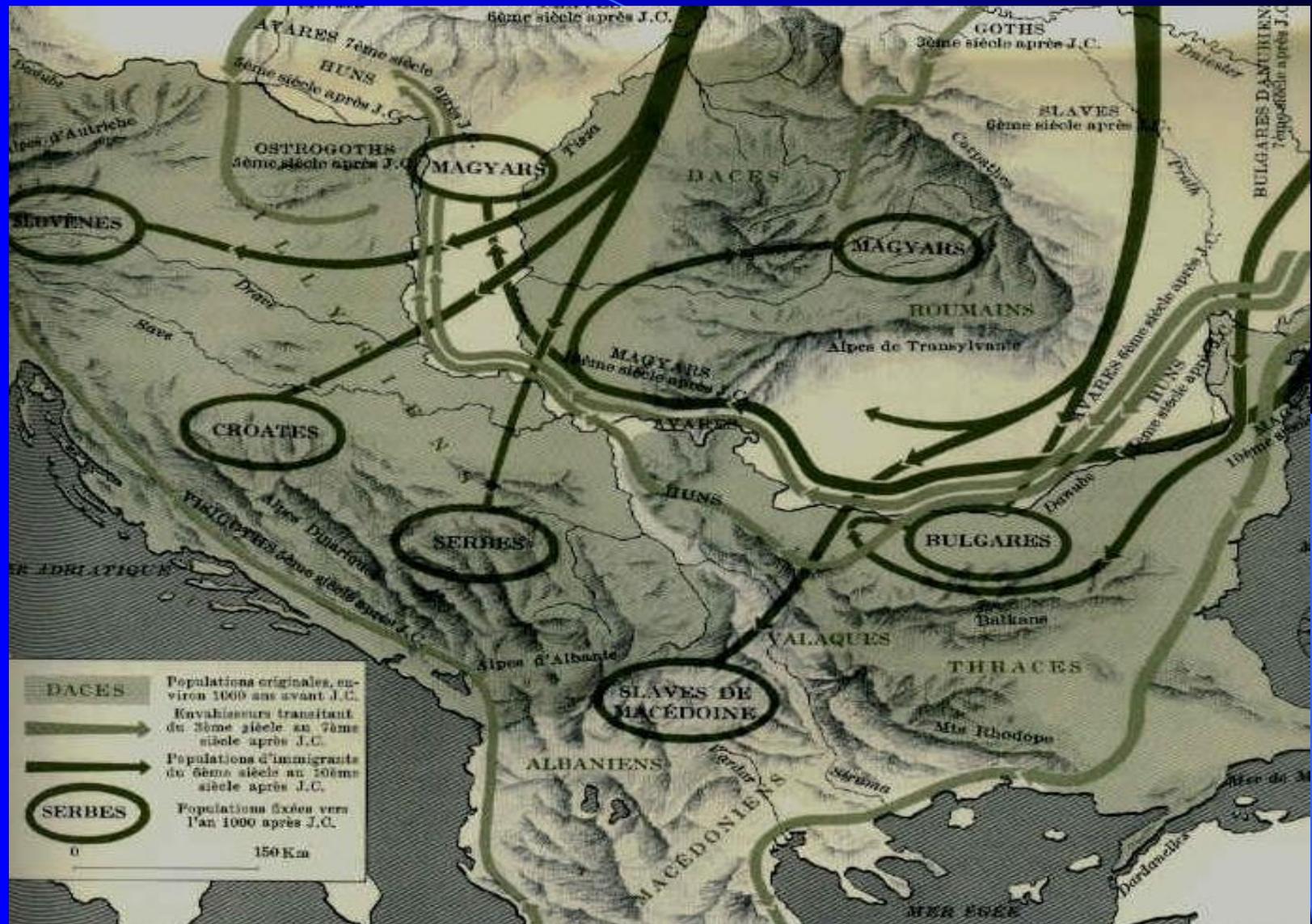
Introduction

- Géographie
 - Histoire
 - Culture
- Politique et géo - politique

Richesse ou malheur?

	Population	Sup.km2	Resources
Albanie	3.700.000 Dont 97% d'Al.	28.748	<p>Terre à blé, eau, forêts, alpages, lacs. Façade maritime: 472 km</p> <p><u>Minereaux:</u> Pb, Cu, Zn, Cr, Ag, Au, Hg, pétrole charbon 13 milliards de tones!</p> <p><u>Population très jeune:</u> 25: l'âge moyen de la population</p> <p>Facteur d'instabilité?</p> <p><u>Position géographique</u> Ancré sur le rivage adriatique, l'Albanie constitue un carrefour entre Orient et Occident.</p> <p>Favorable?</p>
Kosova	2.000.000 Dont 95% d'Al.	10.908	
Macedoin	? 700.000		
Serbie-MN	? 300.000		
Diaspora	+ 3.000.000		
Total	10.000.000		

Mouvement de population



Histoire

- L'origine des Albanais: Illyriens - descendants directs des Pélasges, peuple préhellénique.
- La domination romaine, byzantine, puis ottomane
- La rébellion de G. Castriota(1443-68)
- L'indépendance de l'Albanie 1912
- Indépendance du Kosovo 17.02. 2008



Culture



Les deux Albanais les plus célèbres



“De sang, je suis albanaise. Par citoyenneté, indienne. De croyance, une soeur catholique. De mon ressenti, j’appartiens au monde.



Ismail KADARE

Le porte-parole d'un peuple qui a toujours dû lutter contre l'envahisseur.

Politique

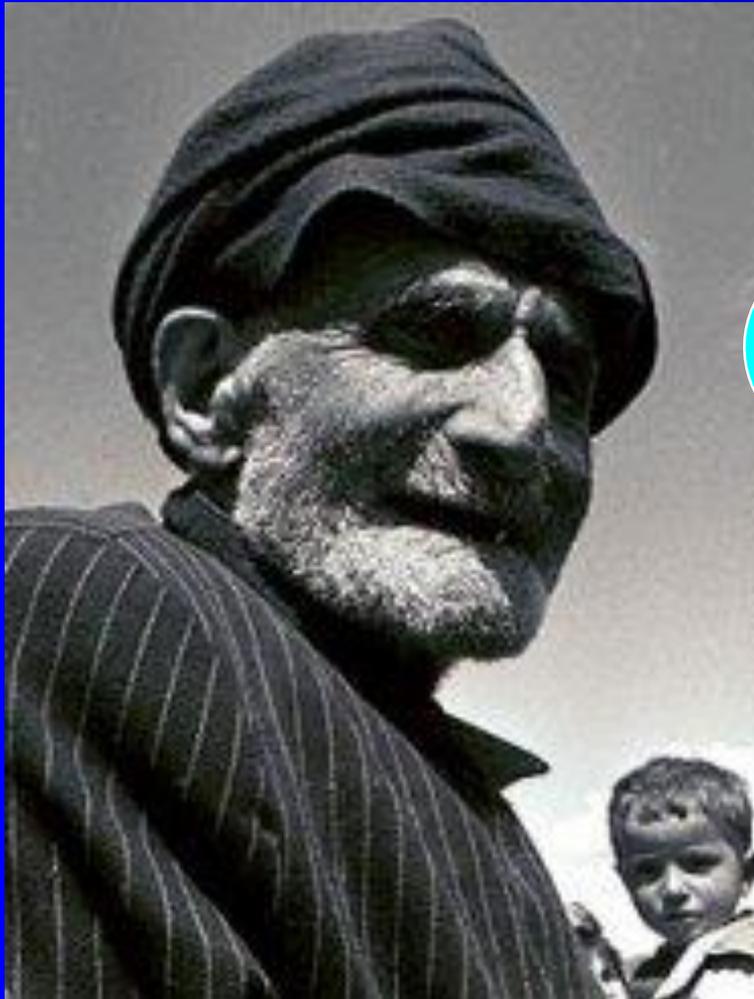
- Renaissance tardive mais pas moins enrichissante
- L'indépendance de l'Albanie 1912
- Le Roi Zog d'Albanie 1925-1939
- L'ère communiste: Une tyrannie étouffante, pire que les prévisions les plus sombres de G. Orwell. (1984)
- Pluralisme, démocratie, transition difficile
- Discrimination politique et nationale au Kosovë.
- La libération de Kosovë par l'OTAN juin 1999
- La gauche et la droite politique

Géo-politique



Foreign Affairs, sept.-oct. 2002

Les perspectives?



Le Temps
Vendredi 25 novembre 2005

Eclairages Opinions

Pourquoi la Suisse s'engage pour l'indépendance du Kosovo

Micheline Calmy-Rey, conseillère fédérale, cheffe du Département des affaires étrangères, montre qu'il n'y a pas d'autre solution au Kosovo que la construction d'un Etat démocratique



L'Europe du Sud-Est s'est longtemps imposée à nous par son passé tumultueux. Elle nous entraînera aussi dans son avenir, qu'il nous importe de contribuer à façonner. Rien n'est inéluctable, ni les guerres, ni les tensions, ni les déséquilibres, lorsqu'on s'investit avec persévérance en faveur de la paix, de la stabilité et du développement. Les Balkans occidentaux sont une priorité de la politique étrangère suisse. Le Conseil fédéral l'a réaffirmé au cours d'une discussion approfondie à mi-octobre. Ainsi a-t-il confirmé que la Suisse a dans cette région d'Europe des intérêts politiques à promouvoir autrement que par de l'attentisme. Ce choix s'inscrit dans le cadre de la décision du gouvernement de définir une série d'Etats ou de groupes d'Etats qui auront une importance particulière pour notre politique extérieure ces prochaines années.

Avec la mondialisation, l'influence d'un pays dépend de son

quement proche de la Suisse. La communauté de ressortissants de l'ex-Yougoslavie présente en Suisse – quelque 400 000 personnes dont 150 000 à 200 000 du Kosovo – est la plus forte de nos communautés étrangères. Ces liens étroits ont une influence directe sur les flux migratoires, licites et illicites. Il est par conséquent dans notre intérêt de promouvoir la paix et la stabilité dans les Balkans occidentaux.

Nos relations avec l'Europe du Sud-Est sont marquées par un engagement financier important de la Suisse. Entre 1996 et 2004, nous avons soutenu ces pays à hauteur de 1,5 milliard de francs. L'aide suisse a pris différentes formes: coopération technique, présence militaire au Kosovo et en Bosnie, soutien aux retours volontaires de réfugiés, aide humanitaire, contribution au Pacte de stabilité.

Les Balkans sont une priorité de notre politique étrangère, le Conseil fédéral l'a réaffirmé à la mi-octobre

fait que la Suisse est bien placée pour encourager le dialogue politique dans la région.

Nous sommes un partenaire efficace et fiable, sans intentions cachées. Pourquoi ne pas valoriser cette situation en se positionnant comme un acteur autonome ayant des objectifs à long terme dans la région? C'est ainsi que nous défendrons le mieux notre sécurité, s'agissant par exemple de la réduction des flux migratoires et du retour des réfugiés, en particulier du Kosovo. C'est également ainsi que nous établirons à long terme un partenariat politique et économique profitable avec les Etats balkaniques.

Nous participons dans un état d'esprit constructif aux discussions sur le statut du Kosovo. En tant qu'Etat fédéral, la Suisse a une expérience en matière de décentralisation du pouvoir et de respect des minorités, éléments clés dans la négociation qui aura lieu sur le futur de la province. Il y a deux exigences légitimes à respecter: le droit de la minorité serbe à vivre en sécurité et sans discriminations et la volonté d'autodétermination de la grande majorité de la population du Kosovo.

Dans ces conditions, la solution la plus réaliste est que le Kosovo bénéficie à terme d'une

Kosovo est à rejeter, comme son unification à tout territoire voisin. Le maintien du statu quo ou toute formule s'écartant d'un processus d'accession à la souveraineté fait courir le risque d'une escalade qui secouerait toute la région.

Chaque fois qu'un nouvel Etat a été formé dans la région, la question de la protection véritable et durable des minorités et celle du partage du pouvoir et des ressources économiques ont joué un rôle crucial. La Suisse continuera de faciliter le dialogue en soutenant les forces politiques qui recherchent un règlement de la question du statut du Kosovo qui soit acceptable pour l'ensemble des parties. Elle entend collaborer avec le représentant spécial des Nations unies pour les négociations sur le statut du Kosovo. La Suisse préconise une approche qui consiste à discuter simultanément de l'application des standards à respecter et du statut. Au bout du processus, le statut final devra obtenir l'aval des deux parties. Des compromis sont donc nécessaires des deux côtés.

Les intérêts de la Suisse au Kosovo sont d'ordre sécuritaire à court et moyen terme. A long terme, nos intérêts sont économiques et politiques. Octroyer au le

Les femmes albanaises



Merci d'avoir eu la patience de
m'écouter !



La Suisse, mon nouveau pays.

